LE ROUGE GORGE
MEMBRE DU
PCF
Parti communiste français
FRONT DE GAUCHE

Bulletin sans prétention de la section de Fécamp du Parti Communiste Français octobre 2018

Mardi 9 octobre : la résistance s'organise

Macron affirme qu'il ne s'était pas engagé à augmenter le pouvoir d'achat. Enième provocation du président des riches, des Benalla, des Penicaud et consorts, provocation qui donne une raison de plus aux salariés, aux jeunes, aux retraités de se mobiliser le 9 octobre avec l'intersyndicale.

Face à la morgue d'un pouvoir qui se croit tout permis, il n'est que temps que s'organise la résistance. Combativité, unité : le monde du travail en a bien besoin. C'est ce à quoi vont s'employer les communistes, comme ils l'avaient déjà fait dans le passé lors des mobilisations contre la Loi El Khomri ou les ordonnances Macron.

En marge de la journée du mardi 9 octobre, les communistes de Fécamp ouvrent aujourd'hui les colonnes du Rouge-Gorge à celles et ceux qui ont tant de mal à joindre les deux bouts et qui seront dans la rue pour manifester avec l'intersyndicale pour une augmentation des salaires, des retraites, des minima sociaux et pour gagner du pouvoir d'achat. Des paroles sans filtre, brut de décoffrage !

AU SOMMAIRE :

Page 2-3 : paroles de travailleurs.

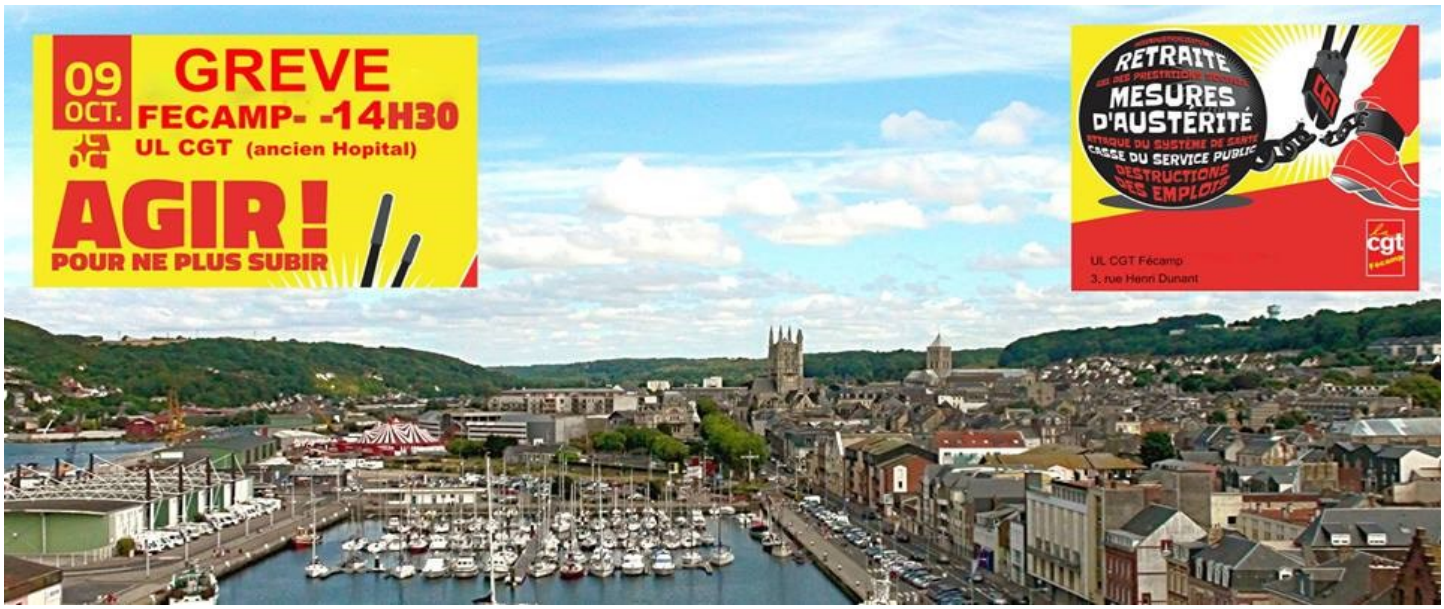
Page 4 : cesser de produire pour les actionnaires

Page 5 : le congrès extraordinaire du PCF

Page 6 : budget 2019 : un pognon de dingue

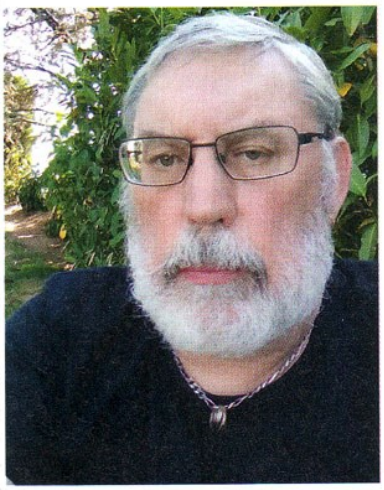
Page 7 : pommes de terre et marxisme !

Page 8 : L'Aquarius



9 octobre

la parole aux salariés, aux retraités et aux jeunes



ALAIN DUBOIS, 66 ANS, RETRAITÉ EDF

« EN DIX ANS, J'AI PERDU 1 650 EUROS PAR AN »

« Je ne me plains pas, je touche une retraite correcte et une pension de réversion, car ma femme est décédée. J'arrive à vivre correctement, mais c'est moins facile qu'il y a dix ans, quand je suis parti en retraite. Avec la création en 2013 de la contribution de solidarité pour l'autonomie (Casa) à 0,3 %, la suppression de la demi-part pour les veufs et veuves et l'augmentation de la CSG, j'ai perdu 1 650 euros par an. J'ai dû me restreindre un peu sur certaines choses : l'alimentation, les sorties, les vacances… J'ai un fils qui a été plusieurs fois au chômage, ainsi que sa femme. Ils ont des enfants et ils ont fait construire. Si je ne leur donne pas 300 euros par mois, ils ne s'en sortent pas. Je trouve la situation très injuste. Nous avons peut-être eu la chance d'avoir du boulot toute notre vie, mais, en tant qu'actifs, nous avons été solidaires des retraités de l'époque. Maintenant que nous sommes retraités, c'est sur notre pouvoir d'achat qu'on frappe. »

PATRICK RODIER, 59 ANS, INFIRMIER EN HÔPITAL PSYCHIATRIQUE

« J'AI UN PEU DE MAL À VOIR LA RICHESSE RUISSELER… »

« La baisse du pouvoir d'achat, si on y pense trop, on reste au fond de son lit le matin ! Je travaille dans le secteur depuis 1980. Je gagne 2 280 euros net par mois, pour trente-huit ans d'ancienneté. Le point d'indice est gelé depuis une éternité et le gouvernement nous accable de nouvelles hausses : gaz, électricité, essence… J'habite à 80 km de mon hôpital, donc je prends la voiture tous les matins : dorénavant, cela me coûte 200 euros par mois. Heureusement, je suis propriétaire de ma maison. Mais, même si je n'ai pas de loyer à payer, ni de traite à rembourser, il faut quand même chauffer ma maison, payer l'électricité, etc. Emmanuel Macron nous a promis une hausse du pouvoir d'achat par l'augmentation du salaire net, mais, en tant que fonctionnaire, je ne suis pas concerné par les suppressions de cotisations sociales. Quant à la suppression de la taxe d'habitation, je n'en ai toujours pas vu la couleur ! Autant dire que j'ai un peu de mal à voir la richesse ruisseler… La question du pouvoir d'achat est très présente dans l'esprit de mes collègues. Néanmoins, les gens hésitent à se mobiliser, en dehors des plus militants. Quand on est déjà endetté jusqu'au cou, on y regarde à deux fois avant de prendre le risque de perdre une journée de salaire. Et pourtant, en ce moment, Macron et sa bande nous en remettent une couche tous les mois. Il faudra bien que le monde du travail réagisse. »

L'HUMAIN D'ABORD

FRONT DE GAUCHE / PCF

9 octobre

la parole aux salariés, aux retraités et aux jeunes

THOMAS, 31 ANS, RESPONSABLE DE MAGASIN ALIMENTAIRE

« J'AI DÛ ACCEPTER UNE BAISSE DE SALAIRE POUR RETROUVER DU BOULOT »

« J'ai travaillé dans un magasin Dia à Paris, racheté par le polonais Gastt, qui s'est rapidement mis en faillite. Le temps que le tribunal de commerce se prononce et que les AGS paient les salaires en retard, j'ai vécu sans rien pendant trois ou quatre mois, obligé d'emprunter à ma famille. De retour à Valenciennes, d'où je suis originaire, cela a été compliqué de retrouver un emploi à temps plein. J'ai été pendant un an et demi au chômage. J'ai dû accepter de voir baisser mon salaire pour être embauché en CDI, il y a un mois, dans ce magasin à Lille. Je gagne environ 1 400 euros net. Ma femme, étudiante à Paris en philosophie, est boursière et vacataire de l'éducation nationale. Elle réalise aussi des missions de vendeuse, en autoentrepreneur, un petit plus pour faire plaisir à nos deux enfants ou partir en vacances. Les fins de mois sont difficiles. J'en ai pour 40 euros d'abonnement de train et mon épouse 80 euros de TGV, plus le métro, sans compter le coût de notre voiture. Nous louons une maison à 450 euros, mal isolée, avec une facture mensuelle de 200 euros de gaz et d'électricité. »

NINON VANDERKERCHOVE. 18 ANS, ÉTUDIANTE BOURSIÈRE

« SI, POUR MACRON, 5 EUROS, C'EST RIEN, POUR MOI, C'EST UN REPAS AU RU ET 5 CAFÉS ! »

« J'ai 18 ans, je suis en deuxième année d'Institut d'études politiques à Rennes (Ille-et-Vilaine). Mes parents paient le loyer de mon studio dans le privé (280 euros), ils me laissent les APL (200 euros). Je touche une bourse de 100 euros et une autre au mérite de 100 euros. Je vis donc avec 400 euros par mois. Globalement, je m'en sors plutôt bien. Bien sûr, je fais attention. Mais je m'autorise une sortie par semaine, un cinéma de temps en temps… Je mange au restaurant universitaire le midi ; le soir, je me fais un peu de cuisine. Je ne mange pas beaucoup de viande, un peu pour raison éthique, mais aussi parce que ça coûte cher. Pour les manuels universitaires, j'essaie de les trouver d'occasion. Quand j'entends Macron qui explique que 5 euros, ce n'est rien. Pour moi, c'est un repas au RU et 5 cafés ! Le gouvernement veut baisser les APL. Si j'en perds la moitié, je ne sais pas comment je ferai. Je travaille pendant les vacances : je fais des ménages et du service dans la restauration. Ça me permet de faire face au mois de septembre, où je n'ai pas de bourse au mérite et où les bourses sont payées très tard. »

Les actionnaires du CAC 40 se partagent un » pognon de dingue »

Les entreprises cotées en bourse ont versé 497,4 milliards de dollars de dividendes à leurs actionnaires au deuxième trimestre 2018, soit une augmentation de 12,9 % par rapport à la même période l'an dernier

« Les dividendes totaux ont augmenté dans quasiment toutes les régions du monde », selon une étude de la société de gestion d'actifs Janus Henderson. Sans surprise, les États-Unis ont distribué au deuxième trimestre le vertigineux montant de 117,1 milliards de dollars aux actionnaires. Fait notable, cette tendance a explosé en Europe, alors que la croissance a ralenti au deuxième trimestre dans la zone euro pour atteindre 0,8 %

Cesser de produire pour les actionnaires est vraiment une nécessité urgente **(cf page 4)**

ALTERNATIVE

« CESSER DE PRODUIRE POUR LES ACTIONNAIRES EST UNE URGENCE »

« Les profits d'aujourd'hui font les investissements de demain et les emplois d'après-demain ». C'est sur cette thèse fallacieuse et délétère que se fonde la politique en France depuis 40 ans. Explications de Nasser Mansouri-Guilani.

JULIEN JAULIN / HANSLUCAS

NASSER MANSOURI-GUILANI
Économiste et syndicaliste CGT

Avec la loi Pacte, le gouvernement prétend augmenter le pouvoir d'achat en développant l'épargne salariale...

La politique du gouvernement consiste à ne pas augmenter les salaires et à distribuer les quelques reliquats des revenus du capital. Cette politique a pour fondement l'idée libérale selon laquelle cela va bien pour l'économie si cela va bien pour les riches et pour le capital. C'est le fameux théorème de Schmidt, du nom de l'ancien chancelier allemand Helmut Schmidt qui affirmait que les profits d'aujourd'hui font les investissements de demain et les emplois d'après-demain. Cette politique est mise en œuvre en France depuis près de quatre décennies. En pratique, elle s'est traduite par une baisse de la part des salaires dans la valeur ajoutée. Entre 1983 et 1989, elle a chuté de 73 % à 64 %. Cela représente 200 milliards d'euros par an. La part de la valeur ajoutée est restée relativement stable ensuite jusqu'en 2008, avant de remonter légèrement à la faveur de la crise. En effet, malgré les attaques dont il fait l'objet, notre système de protection sociale a joué son rôle d'amortisseur face à la crise.

En revanche, la hausse de la part de la valeur ajoutée du capital n'a pas entraîné celle des investissements. Côté emploi, la précarité se développe et le chômage demeure massif. Il est d'ailleurs erroné de prétendre que l'investissement est créateur d'emploi. Les investissements dits de productivité le réduisent au contraire. Le théorème de Schmidt ne s'est pas vérifié. Et pourtant, le gouvernement poursuit et amplifie cette politique.

Qu'a fait le capital de sa part supplémentaire de valeur ajoutée ?

Les revenus du capital, les dividendes sont largement injectés dans les marchés financiers pour réaliser des profits supplémentaires, ce qui accentue la financiarisation de l'économie aux dépens de l'emploi et de la capacité de production. Ces placements n'ont aucune utilité sociale et renforcent les inégalités. C'est d'autant plus grave que nous sommes dans une période de grande mutation technologique qui nécessite des efforts colossaux en matière de recherche et d'amélioration des capacités humaines en investissant dans l'éducation et la formation, notamment. Faire face aux enjeux nécessite de changer l'organisation du travail et la finalité de l'activité économique. Il n'est plus possible de produire avec pour objectif de répondre aux exigences de profit des actionnaires.

Quelle politique salariale mettre en œuvre ?

Une intervention politique pour rééquilibrer le partage de la valeur ajoutée en faveur des salaires est nécessaire. Cela passe, entre autres, par la hausse du Smic comme un signal fort et par des droits des salariés pour intervenir sur les choix des entreprises. Il faut aussi en finir avec les inégalités salariales entre les hommes et les femmes. Le fait que les femmes gagnent en moyenne un quart de moins que les hommes est purement scandaleux.

Selon le gouvernement, augmenter les salaires n'est pas possible car cela nuirait à la compétitivité...

La France souffre surtout de la compétitivité hors coûts liée à l'insuffisance de recherche et de qualifications. Elle est en peloton de tête pour la productivité du travail, mais pas pour le salaire. Cela dit, il est vrai qu'il existe de vrais écarts de salaires entre notre pays et des pays d'Europe du Sud ou les pays dits émergents. Cette réalité signifie que, dans une économie mondialisée, il faut développer la solidarité entre travailleurs.

Comment y parvenir ?

En créant des institutions et en renforçant les droits des salariés. Cela implique, par exemple, de développer des droits nouveaux pour les comités d'entreprise ou pour les comités de groupe des multinationales. Améliorer la situation des travailleurs nécessite aussi une réorientation de la politique européenne qui doit se tourner vers la coopération et non vers la mise en concurrence. ★

ENTRETIEN RÉALISÉ PAR P.-H. L.

Le congrès extraordinaire du PCF : point d'étape

Les 4, 5 et 6 octobre, les adhérents du parti communiste français devaient choisir le texte de base commune de discussion pour leur 38e congrès.

30 841 des adhérentes et des adhérents inscrit·e·s ont voté, soit 62,65 %. Il y a eu 661 bulletins blancs ou nuls, et 30 180 suffrages exprimés. Cette importante participation montre la vitalité militante et démocratique du PCF.

La proposition de base commune présentée par le Conseil national du PCF, « Le communisme est la question du XXIe siècle », a obtenu 11 467 suffrages, soit 38 % des exprimés.

Le texte alternatif « Pour un manifeste du Parti communiste du XXIe siècle » totalise 12 719 suffrages, soit 42,14 % des exprimés. Le texte alternatif « Se réinventer ou disparaître ! Pour un printemps du communisme » a réuni 3 607 suffrages, soit 11,95 % des exprimés.

Le texte alternatif « PCF : Reconstruire le parti de classe, priorité au rassemblement dans les luttes » a, quant à lui, atteint 2 387 suffrages, soit 7,91 % des exprimés.

En application des statuts du PCF, c'est donc le texte « Pour un manifeste du Parti communiste du XXIe siècle » qui devient la base commune de discussion du prochain congrès, à charge pour les militants communistes de la re-travailler par leurs amendements, avec l'impératif d'une construction collective.

Après la grande consultation des communistes, l'assemblée nationale des animatrices et animateurs de section, les états généraux du progrès social, de la révolution numérique, les rencontres Niemeyer, les assises communistes de l'écologie, la convention pour l'art, la culture et l'éducation populaire, une nouvelle étape dans la tenue du congrès extraordinaire est franchie.

La gravité de la situation politique et sociale en France, en Europe et dans le monde met en devoir tou·te·s les communistes de réussir ce congrès afin que notre peuple dispose d'un Parti communiste français à la hauteur des enjeux cruciaux de ce début de XXIe siècle

Pour suivre l'actualité politique au quotidien :
La page Facebook du PCF de Fécamp (1 à 2 mises à jour par semaine)

Notre site Internet :
Le site web de la section de Fécamp du PCF, avec l'intégrale des anciens numéros du Rouge-Gorge et nos vidéos

Le mail du PCF de Fécamp :
pcf76400@gmail.com

Pour suivre l'action des élus Communistes

La page Facebook de Céline Brulin, conseillère régionale de Normandie et sénatrice

La page Facebook de Jean-Paul Lecoq, député de Seine-Maritime

La page Facebook de Sébastien Jumel, député de Seine-Maritime

La page Facebook d'Hubert Wulfranc, député de Seine-Maritime

BENOIT TESSIER / REUTERS

Grandes gagnantes, les entreprises reçoivent largesses, cadeaux fiscaux et garanties de gains de compétitivité sans contribuer ! Ici, le patronat choyé par le premier ministre venu à l'université d'été du Medef, avec son nouveau président Roux de Bézieux.

BUDGET 2019

« POGNON DE DINGUE » POUR LES UNS, EFFETS D'ANNONCE POUR LES AUTRES

Le budget, notamment pour sa partie recettes, est marqué par une idéologie aveugle : le néolibéralisme sauce Macron. Malgré le plan de com du gouvernement, les ménages n'auront que des miettes : moins de deux milliards d'euros.

Présenté en Conseil des ministres le 24 septembre, le budget 2019, pour sa partie recettes, se veut d'abord la continuation des premières mesures mises en place par Macron : favoriser le capital et les entreprises. Mais il y ajoute des baisses d'impôt pour les particuliers, d'un montant de 6 milliards d'euros : un chiffre en trompe-l'œil surtout destiné à enrayer sa baisse vertigineuse dans les sondages (29 % de satisfaits, selon le baromètre Ifop, moins que Hollande à la même époque), baisse motivée avant tout par la question du pouvoir d'achat (priorité pour 55 % des Français).

Trompe-l'œil, car, sur ces 6 milliards, 3,8 milliards concernent la baisse de la taxe d'habitation, vieille promesse de campagne retardée. Et, pour le reste, il s'agit de baisse de cotisations sociales chômage et maladie, donc une perte de salaire brut au profit du net.

POUR LES RICHES, OPEN BAR

Mais, pour le reste de cette partie recettes, c'est open bar pour les riches (la suppression de l'ISF et la flat tax à 30 % sur les revenus du capital sont entérinées), et surtout pour les entreprises : cette année, elles vont recevoir… deux fois le Cice ! Soit 20 milliards de baisse des cotisations patronales, et 20 autres milliards au titre du Cice proprement dit. Sans oublier une nouvelle baisse de l'impôt sur les sociétés (31 % contre 33,1 %) pour les entreprises qui réalisent plus de 500 000 euros de chiffre d'affaires.

Il faut bien évidemment compenser ces cadeaux, d'autant que la croissance a été revue à la baisse (1,7 % en 2019, déficit public à 2,8 % du PIB) : donc, côté dépenses, c'est ceinture à tous les étages. 4 500 postes supprimés (dont 1 800 pour l'éducation nationale), nouvelles coupes dans les emplois aidés (– 70 000) et les aides au logement, baisse des crédits de tous les ministères (lire en page 16), sauf la Défense, la Justice et la Solidarité. ★

BENJAMIN KONIG

Les entreprises vont recevoir… deux fois le Cice ! Sans oublier une nouvelle baisse de l'impôt sur les sociétés (31 % contre 33,1 %). Merci Macron !

Pommes de terre et solidarité : même combat !

Comme l'année dernière, les communistes de Fécamp se sont cotisés pour louer une parcelle de terrain et y planter des pommes de terre.

Jeudi 27 septembre a eu lieu la récolte pour nos camarades, aidés par plusieurs chercheurs d'emplois en grande difficulté financière, qui ont ainsi pu profiter de ces tubercules péruviens importés en France par le Sieur Parmentier en 1772 afin de lutter contre les famines

Pour le fun, sachez que le rôle révolutionnaire de la pomme de terre a même été évoqué en 1884 par Friedrich Engels, co-fondateur du Marxisme avec Karl Marx, dans son livre *L'Origine de la famille, de la propriété privée et de l'État* : ***« Le fer était entré au service de l'homme, la dernière et la plus importante de toutes les matières premières qui jouèrent dans l'histoire un rôle révolutionnaire, la dernière... jusqu'à la pomme de terre. »***

Les communistes fécampois comptent renouveler et développer cette expérience de solidarité concrète au service des travailleurs en difficulté

La section de Fécamp du PCF remercie particulièrement Carmen, notre toujours jeune octogénaire, qui a financé une parti du projet et participé au ramassage et au partage commun

AQUARIUS : 20 000 lieues sous la honte

GABRIEL BOUYS / AFP

L'« Aquarius », qui a recueilli des milliers de personnes, s'est vu retirer son pavillon et ne peut plus naviguer. Aujourd'hui, « ce navire et le sauvetage en mer » sont à protéger.

MOBILISATION

DÉJÀ PLUS DE 40 000 SIGNATAIRES POUR LE « MANIFESTE POUR L'ACCUEIL DES MIGRANTS »

Ils étaient déjà 150 pour débuter. Intellectuels, artistes, militants associatifs, syndicalistes ou personnalités politiques ont signé le « Manifeste pour l'accueil des migrants ». Un texte lancé par les journaux « Regards », « Politis » et Mediapart, accompagné d'une pétition déjà signée par plus de 40 000 personnes ou organisations, dont « l'Humanité », et la plupart des responsables politiques de la gauche, du NPA au PS en passant par le PCF (pétition en ligne sur change.org). L'appel insiste sur la progression de l'extrême droite partout en Europe, où « le temps des boucs émissaires est de retour ». Et précise que, « dans les décennies qui viennent, les migrations s'étendront, volontaires ou contraintes ».

Une phrase qui justifie, selon Manuel Bompard, coordinateur des campagnes de la France insoumise, son refus de signer la pétition, rejetant la « fatalité des conséquences de la mondialisation capitaliste ». Il voit dans le texte une « volonté d'instrumentalisation de la question migratoire pour cibler indirectement les positions de la FI ». Un refus dénoncé par Clémentine Autain, qui estime « que la façon dont le sujet émerge et s'impose dans le débat public nous oblige à mener la bataille ». Car la réalité est là : il faut sauver des vies.

L'association SOS Méditerranée, qui affrète l'« Aquarius », a lancé un appel à la mobilisation citoyenne le samedi 6 octobre dans la plupart des grandes villes de France, ou encore Berlin et Palerme. Des rassemblements qui prennent encore plus de sens avec l'arrestation pour délit de solidarité de Domenico Lucano, maire de Riace. Plusieurs élus de villes françaises ont d'ailleurs créé une nouvelle « Association nationale des villes et territoires accueillants », présidée par le maire de Grande-Synthe, Damien Carême (EELV). Et une boussole : l'accueil inconditionnel.

Parmi les signataires du manifeste, on retrouve Olivier Besancenot (NPA), Yannick Jadot (EE-LV), Ian Brossat (PCF), Christiane Taubira et Benoît Hamon. Seuls à refuser de signer cet appel : Jean-Luc Mélenchon et sa garde rapprochée. Contacté par *Libération*, Benoît Hamon déclarait : *«Jean-Luc voit dans l'initiative quelque chose de dirigé contre lui alors que c'est un cri collectif contre le racisme, la xénophobie. Au lieu de faire bloc avec nous pour construire un rempart, car ce sujet devrait tous nous mettre d'accord, il devient un obstacle à l'unité.»* L'ancien socialiste regarde un peu plus loin. *«Aujourd'hui c'est la chasse aux migrants, après ce sera les étrangers* [déjà installés en France de façon régulière, ndlr] *et on ne sait pas jusqu'où ça peut aller»*, ajoute-t-il.

Les députés de La France Insoumise, ont réagi en mettant à l'index l'une des leurs, Clémentine Autain, « coupable » à leurs yeux d'avoir signé le « manifeste pour l'accueil des migrants ». Par ailleurs, le 12 septembre, les dirigeants nationaux de La France Insoumise ont exclu 700 militants qui contestaient le mode de fonctionnement de leur parti